Le Conseil,

Vu le rapport du 5 octobre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération n° 1999-3904 en date du 19 avril 1999, le conseil de Communauté a approuvé le dossier de consultation des entrepreneurs relatif à l'aménagement des infrastructures du parc cimetière communautaire de Rillieux la Pape. Un appel d'offres ouvert a ensuite été lancé en vue d'attribuer les marchés de travaux correspondants.

Cet appel d'offres ayant été déclaré sans suite, il s'est avéré nécessaire de modifier le dossier de consultation des entrepreneurs relatif à ces travaux d'infrastructures.

Ces travaux pourraient faire l'objet d'une nouvelle consultation par marchés séparés sur appel d'offres ouvert, en application des articles 295 à 298 du code des marchés publics.

Compte tenu des contraintes budgétaires, les dépenses seront réparties sur trois exercices budgétaires : 2000, 2001 et 2002.

Les marchés devant s'exécuter au-delà du 31 décembre 2001, le dossier de consultation qui vous est soumis comporte des clauses relatives à l'euro.

Les travaux estimés à 16 000 000 F TTC environ sont désormais répartis selon les lots définis ci-après :

- lot n° 1 : terrassement, VRD,
- lot n° 2 A : arrosage automatique,
- lot n° 2 B : forage,
- lot n° 2 C : distribution d'eau, fontainerie, pompage,
- lot n° 3 A : éclairage public,
- lot n° 3 B : vidéo-surveillance,
- lot n° 4 : espaces verts, plantations,
- lot n° 5 : serrurerie,
- lot n° 6 : mobilier urbain, signalétique,
- lot n° 7 : abris charpente bois,
- lot n° 8 : revêtement de pierres.

Chaque marché des lots n° 1, 4, 5, 6, 7 et 8 sera attribué à une entreprise seule ou à un groupement solidaire.

Les lots n° 2A, 2B et 2C feront l'objet d'un marché unique qui sera attribué à une entreprise seule ou à un groupement conjoint dont le mandataire sera le titulaire du lot n° 2A.

Les lots n° 3A et 3B feront l'objet d'un marché unique qui sera attribué à une entreprise seule ou à un groupement conjoint dont le mandataire sera le titulaire du lot n° 3A.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné un avis favorable sur la nouvelle procédure proposée le 2 août 1999.

En conséquence, **B - Propose** de délibérer comme suit ;

Vu le présent dossier ;

Où l'avis de ses commissions domaine et administration générale, finances et programmation ;

DELIBERE

, de bien vouloir :

1° - approuver le nouveau dossier de consultation des entrepreneurs qui vous est présenté ;

2° - décider que les marchés de travaux seront traités par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 295 à 298 du code des marchés publics ;

3° - m'autoriser à signer les marchés de travaux ainsi qu'à accomplir tous les actes y afférents ;

4° - autoriser la conversion en euro des éléments financiers du marché initialement établis en franc par la mise en oeuvre d'une clause contractuelle de conversion ou par la signature entre les parties au contrat d'un constat de conversion applicable au plus tard le 1er janvier 2002.

Les offres seront examinées par la commission permanente d'appels d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

La dépense sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2000, 2001 et 2002 - compte 231 810 - fonction 026 - opération 0110.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,